



EUROPE DE LA DÉFENSE

Septembre 2008

COMITÉ « EUROPE DE LA DÉFENSE »
DE L'ANAJ-IHEDN

Chine-Russie, où est la vraie menace ?

Dans le cadre de ses études et compte-tenu de l'actualité, le comité « Europe de la défense » de l'ANAJ-IHEDN vous propose une analyse relative à la perception des menaces russes et chinoises élaborée par un de ses membres.

Avec les récentes incursions russes en Géorgie, la Russie est très rapidement devenue au devant de la scène diplomatique au point de devenir une menace très sérieuse pour l'ensemble de l'Occident, les allusions à la Guerre Froide et au Coup de Prague aidant.

Néanmoins, quelques semaines auparavant, à la veille des Jeux Olympiques, tous les yeux étaient rivés vers la Chine également perçue comme une menace, tant pour les minorités qui subissent son poids politique au quotidien que pour les occidentaux qui voient leurs intérêts économiques menacés.

En quelques jours, la donne en aurait-elle été modifiée au point de déplacer le centre de gravité de Pékin à Moscou ? La crise géorgienne ne masque-t-elle pas plutôt une

crainte chez les USA de perdre le contrôle de toute l'Eurasie ?

Derrière les menaces réitérées par l'armée russe et le conglomérat d'entreprises pétrolières se cache en fait le spectre d'une Chine voulant de plus en plus jouer le rôle de l'ex-URSS, celle d'un Spartacus anti-Occidental promettant la libération des pays du sud et leur revanche contre le Bloc du Nord...

LE TIGRE DE PAPIER RUSSE

Quand on voit l'actualité on aurait tendance à penser que la priorité n°1 des USA est la Russie. En effet, on parle de plus en plus de « guerre froide » en faisant de brèves allusions au Coup de Prague. Depuis plus d'un

an, la Russie multiplie ses démonstrations de force : piratage des sites estoniens en mai 2007 lors du déplacement de la statue du soldat russe libérateur, sortie du SuperJet 100 Sukkoï en juin 2007, premières manœuvres en automne 2007 en Méditerranée au large du nouveau « Sébastopol syrien » suite aux récentes déclarations ukrainiennes de fermer leurs ports aux russes dans les prochaines années, échanges de tirs de missiles à la frontière géorgienne au printemps 2008, etc.

Pourtant, tout cela n'est qu'une démonstration d'une attitude défensive sinon revancharde d'un État qui veut rompre avec le traumatisme du libéralisme eltsinien et cherche à se repositionner quand les pions américains avancent tranquillement. L'étau se resserre autour de la Russie en Mer Noire. Déjà trois pays de la Mer Noire ont rejoint l'OTAN (Bulgarie, Roumanie et Turquie) et un 4^{ème} menace de l'être : l'Ukraine.

Mais que ne dit-on pas sur la Turquie qui reste quand même le troisième acteur ? Comment ne pas comparer la reconnaissance de l'indépendance de l'Abkhazie/Ossétie du Sud au refus de celle du Kosovo sous dépendance albanaise elle même sous influence turque (pour mémoire 1 million d'Albanais vivent en Turquie) ? M. Tchourkine, ambassadeur russe à l'ONU refuse cette comparaison et pourtant... Imaginons les suites données à nos relations avec la Russie en cas d'adhésion de la Turquie à l'UE ? Allons-nous vers un remake du film de Catherine II en guerre contre l'Empire Ottoman ? Rien n'est moins sûr...

Face à ce grand jeu, quelques européens craintifs appellent à la modération dans les critiques vis à vis de la Russie (Allemagne qui se sait très dépendante énergétiquement et le Royaume-Uni qui ne peut financièrement assumer une opération navale de grande envergure en raison des récentes coupes budgétaires). Par ailleurs, l'incertitude planant sur l'issue des élections américaines est propice à toutes les spéculations notamment dans les régions géopolitiques sensibles (la Corée du Nord a stoppé son programme de désarmement nucléaire, l'Iran fait la sourde oreille, la Syrie valse entre la Russie et l'Iran, etc.). Il est probable que les choses se calmeront en janvier quand le nouveau locataire de la Maison Blanche sera officiellement investi. Mais en attendant, le monde se cherche et de nombreux Etats du Sud cherchent à sortir du XX^{ème} siècle...

En fait, la Russie fait peur car elle s'assoit sur des réserves pétrolières et de gaz non négligeables qu'elle peut couper à tout moment, comme l'a démontré lors de la crise ukrainienne en hiver 2004-2005.

Pour le reste, la Russie se sait handicapée par des facteurs non négligeables :

- L'armée largement basée sur la conscription peine à recruter en raison de la baisse de la population masculine¹ (on est passé de 1,2 millions nés en 1987 à 626 000 nés en 1999) et du niveau d'éducation très lacunaire des jeunes russes (on compte près de 5% d'illettrés dans l'armée

¹ Source : « *Force Transformation in the Russian Armed Forces : Recruitment and Professionalisation* » de Keir Giles, Defence Academy of United Kingdom

actuelle). 147 578 postes contractuels ont été offerts dès 2005 mais ils demeurent très insuffisants pour pallier aux nombreux départs (550 000 sur 1 100 000 d'ici mars 2009) compte tenu de leur faible durée (3 ans),

- dépendance énergétique de la Russie envers ses propres réserves qui seront vite épuisables (aucun effort pour remplacer le fuel par d'autres énergies pour le chauffage urbain),
- dépendance stratégique et diplomatique de la Russie à l'argument énergétique: l'essentiel de ses bonnes ressources fiscales dépend du produit des taxes pétrolières et ces ressources ont été largement utilisées pour financer de nouveaux programmes militaires. Si demain l'Occident décide de transformer son économie vers des énergies renouvelables, les prix chuteront brutalement et ses ressources diminueront... A moins qu'elle ne parvienne à s'assurer de nouveaux marchés vers les pays en voie de développement n'ayant pas la capacité d'investir vers une économie plus « propre » via des pipelines orientés vers l'Asie du Sud est (Vietnam, Cambodge, Indonésie, Thaïlande, etc.), ce qui nécessite des efforts d'investissement importants.

Par ailleurs, l'Occident possède encore quelques alliés solides :

- la position d'Israël jusqu'à présent assouplie avec la Russie et qui pourrait très vite virer au cauchemar en cas d'alliance certaine Iran-Russie (pour

information, la Russie vient de lancer la menace de non-coopération sur le dossier nucléaire iranien avec les autres membres du Conseil de Sécurité de l'ONU),

- celle de péninsule arabe qui craint également la résurgence de l'Iran (peur d'un Empire Perse fier et dominateur),
- celle du Japon (de plus en plus isolé depuis le rapprochement de Taiwan à la Chine et celui de la Corée du Sud vers cette dernière) pourrait être tentée de profiter de la crise pour revendiquer ses îles Khouriles avec l'appui américain et raidir ses relations avec la Chine (voir le projet de création d'armée nippone permanente).

Pendant ce temps, la Russie peine à trouver des alliances via New-Delhi, Brasilia et quelques pays d'Amérique Latine (soutien ferme d'Hugo Chavez).

Et double incertitude :

- celle du Pakistan : avec la chute de Musharaf, si un gouvernement de coalition modéré arrive en place (pour l'instant improbable), il pourrait jouer son rôle de contrepoids vis à vis de l'Iran. Cet enjeu est d'autant plus incontournable avec le projet américain de création d'un pipeline reliant l'Ouzbékistan à l'Océan Indien via le port pakistanais de Gwadar. Dans le cas contraire, le conflit actuel en Afghanistan pourrait être nourri par des troupes pakistanaises nourries et entretenues par les forces chinoises,

fournisseur non officiel de la bombe nucléaire pakistanaise...

- celle de l'Inde : Ce pays orienté vers les services jouerait le rôle d'un excellent tandem avec une Russie encore largement dépendante de son industrie alors qu'elle serait toujours tentée d'inonder, par ses produits peu chers (comme Tata Motors), le marché européen écrasé par l'inflation via le Royaume-Uni son ancien « propriétaire ». Ses relations avec l'UE dépendent en fait largement de l'attitude du Pakistan vis à vis de l'Occident et évidemment d'elle (Cachemire).

Et la Chine dans tout cela ?

LE VRAI DÉFI CHINOIS

Outre le fait d'être le premier pays en population, la puissance chinoise essentiellement dans sa capacité à cumuler tous les atouts d'une puissance économique à celle d'une puissance militaire. Les domaines de succès de la Chine ne cessent de s'élargir: après le grand rattrapage militaire (avec la dotation de l'arme atomique en 1964), puis diplomatique (avec l'obtention du siège de membre permanent au Conseil de Sécurité à l'ONU en 1971 puis la visite de Nixon en Chine en février 1972) et enfin économique (avec près de 9% de croissance annuelle depuis près de quinze ans, la Chine est en voie de devenir la 2^{ème} puissance économique du G8 d'ici moins de vingt-ans) est venue l'heure du succès culturel (succès de films comme « *Tigre et Dragon* » et « *Kung-fu Panda* »),

voir sportif (la Chine sacrée deuxième puissance olympique aux JO après les USA avec 100 médailles). La Chine est donc en passe de devenir une puissance complète où toutes les cases de succès se remplissent les unes après les autres.

Et ce succès est d'autant plus facilité que l'histoire ne retient pas, contrairement à la Russie, au Japon ou aux grandes puissances européennes, de quelconque souvenir colonial dans la Chine. La confiance envers ce pays par les pays du Sud est donc garantie dans une assez large mesure.

Ainsi on a d'un côté des pays en voie de développement offrant leur bras grand ouverts pour exploiter leurs ressources naturelles (le gaz algérien et les usines pétrolières du Nigéria en sont d'excellents exemples) et de l'autre des puissances moyennes qui y verraient l'un des meilleurs boucliers contre une Amérique hyperpuissante (Brésil et Inde).

Par ailleurs, la Chine pour atteindre ses objectifs de croissance à deux chiffres à besoin d'énergie. Sa dépendance au marché arabe ne lui plait pas, surtout depuis les récentes initiatives américaines en Irak. Le marché pétrolier norvégien et celui bitumeux canadien sont exclus d'avance car réservé aux européens et américains. Reste donc les réserves Vénézuéliennes et brésiliennes qui jouent sur cette arme pour lutter contre les USA leur ennemi commun, celles d'Iran dont elle soutient le programme nucléaire et les réserves de l'Asie Centrale contrôlées par la Russie.

Il est donc quasiment certain qu'en cas d'aggravation de la crise, la Chine (dont nous sommes économiquement dépendants du côté européen pour la consommation et du côté américain pour leurs réserves en devises et financement de leurs pensions) soit resterait dans la neutralité, soit s'allierait avec la Russie contre nous, avec l'Iran (nos efforts actuels pour le désarmer seraient réduits à néant) et la Syrie (idem pour l'initiative actuelle de M. Sarkozy de le rapprocher du Liban et d'Israël avec l'Union pour la Méditerranée). Et on retomberait dans le schéma que craignait la CIA² : l'alliance sacrée Russie-Chine-Iran emportée par le moteur turbo chinois et le catalyseur diplomatique russe. C'est sans aucun doute le scénario catastrophe le plus probable et à éviter...

En somme ce qui diffère la Russie de la Chine est ceci : la Russie irrite, et divise, les Européens par son positionnement géographique stratégique qui déstabilise les portes d'une Europe qui se cherche une identité (Moldavie, États Baltes, Ukraine, Kurdistan et Caucase) tandis que la Chine gêne tout l'Occident par sa capacité à fédérer des « États du Sud » mécontents contre l'Occident (comme le fit jadis l'URSS contre le bloc Ouest) du jour au lendemain. Sans le pétrole de la Caspienne, la Russie ne ferait plus peur... Alors que sans ses t-shirts bon marché, la Chine pourrait très bien faire peur pour peu qu'elle ménage ses voisins... La Russie effraie pour ce qu'elle a, alors que la Chine effraie pour ce qu'elle est...

² Source : *Le Rapport de la CIA : Comment sera le monde en 2020 ?* par Alexandre Adler, Collectif, et Johan-Frédéric Hel Guedj

CRÉER SON PROPRE CAMP

Au regard de ces observations, il convient donc d'empêcher par tous les moyens de créer une quelconque alliance entre la Russie et la Chine. L'Europe, par sa position géostratégique doit en effet, garder une certaine neutralité entre ces deux pays afin de renforcer son contrôle dans l'Asie.

Cela passe donc d'un côté par un émiettement nécessaire du Caucase. Selon la bonne vieille formule diplomatique anglaise, il est fort à parier que l'OTAN un jour ou l'autre lâchera les pays du Caucase pour créer une zone tampon entre l'Europe et la Russie composée d'États indépendants et hétérogènes mais tranquilles. Une zone-tampon où la Russie et les États-Unis s'interdiraient mutuellement, au moins sur le papier, de mettre le doigt.

Ce projet de création de zone-tampon pourrait s'inspirer du modèle du Traité de Westphalie de 1648 qui créait le Benelux et les petits États allemands afin d'éloigner la France des Habsbourg. En accordant l'indépendance à des nouveaux États aux intérêts géopolitiques contradictoires, on assurerait, par l'équilibre des forces, la satisfaction aux autochtones et la tranquillité des États voisins qui s'assureraient d'une certaine distance entre les zones d'influence américaines et russes.

La Russie a fait un premier pas en ce sens en proposant à la Moldavie de garder la Transnistrie en son sein et, en lui demandant en contrepartie de s'abstenir de rejoindre l'OTAN. Les États-Unis pourraient très bien reconnaître l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud en échange d'un retrait définitif des troupes russes de ces petits pays.



D'autre part, il faudrait dissuader les puissances émergentes (Inde et Brésil notamment) de s'allier à la Chine contre l'Occident. Deux positions dont le cumul serait à éviter, seraient envisageables : soit la mise en place d'accords commerciaux qui se traduiraient par des sacrifices économiques lourds pour les occidentaux (fin des subventions agricoles notamment), soit une reconnaissance géopolitique institutionnalisée qui se traduirait à minima par un élargissement du G8 comme proposé par M. SARKOZY lors de son discours à la Mutualité du 5 juillet 2008, ou à maxima par l'obtention d'un siège de membre permanent (pour rappel, le Brésil était membre permanent du bureau de la Société des Nations au même titre que l'Allemagne et le Japon). Cette dernière voie s'avèrerait risquée

car elle cimenterait les actuels projets d'alliances contre l'Occident. Dans un cas comme dans un autre, un certain sacrifice est attendu de notre part. Ce sacrifice sera d'autant moins pénible s'il est contrebalancé par la recherche active d'une politique diplomatique commune au sein de l'Union Européenne afin de renforcer notre autonomie militaire vis à vis des Etats-Unis et énergétique envers la Russie. Car sans cet effort, l'UE continuera à craindre simultanément son voisin russe et son concurrent chinois, et demeurera divisée.

Plus que jamais on peut parler de grand échiquier comme au temps de Brzezinski...

Nicolas CORSI, 58° – Marly 2007

DOSSIER PROPOSÉ PAR LE COMITÉ « EUROPE DE LA DÉFENSE » DE L'ANAJ-IHEDN
E-MAIL : EUROPE-DE-LA-DEFENSE@ANAJ-IHEDN.ORG